
le mois

La presse française, révélateur improbable de la question belge

Pascal Fenaux

Longtemps, les médias, analystes et simples observateurs français ont considéré avec un dédain difficilement feint les soubresauts de l'État belge. Au mieux, la Belgique apparaissait comme un joyeux pays breughélien et — adjectif usé jusqu'à la corde — surréaliste. Au pire, notre pays relevait tout simplement d'une réelle incongruité politique et historique. Depuis une petite année, les choses sont en train de changer et les Français nous regardent « enfin ». Non sans myopie, ni même sans conséquence sur la façon dont les Belges francophones se perçoivent ou tentent de guider le débat français.

Pourquoi les observateurs et analystes français se sont-ils si longtemps fourvoyés sur la Belgique, au point de multiplier des invraisemblances et des erreurs factuelles si récurrentes qu'elles en devenaient insupportables? Différentes explications peuvent

être avancées, des explications qui ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres. On citera, bien entendu, le complexe de supériorité d'un vaste pays par rapport à de petits voisins, ainsi que l'évidente complexité d'un échafaudage institutionnel que la majorité des citoyens de la fédération belge ne comprennent pas eux-mêmes.

Mais pour compléter ces explications trop simples pour être convaincantes, il est sans doute nécessaire de formuler en outre quelques hypothèses.

Première hypothèse, même avant que la Belgique n'accouche d'une hydre institutionnelle pour tenter de gérer pacifiquement ses conflits fondateurs et structurels, ce pays était déjà incompréhensible pour un champ politique et intellectuel français arc-bouté à plus de deux siècles de jacobinisme forcené et de déni des particularismes culturels. À ce titre, il est difficile de ne pas évoquer cette entrevue accordée en 1994 par le démographe et sociologue français Emmanuel Todd à Jacques Bauduin, alors producteur et animateur de l'émission *Arguments* sur La Première. Interrogé à l'occasion de la sortie du *Destin des immigrés* (Seuil, 1994) sur le modèle intégrateur républicain, Todd expliquait doctement à un Bauduin incrédule que les problèmes linguistiques de la Belgique s'expliquaient par un État faible qui n'était pas parvenu à créer une identité nationale forte et — rien que ça — à intégrer les Flamands par le biais de la langue française, chose que, jugeait-il bon de souligner, la République française avait réussi, en particulier dans l'arrondissement de Dunkerque, c'est-à-dire dans la Flandre française. C'est à ce moment qu'Emmanuel Todd apprit de la bouche de l'animateur de la RTBF que, de tout temps, la Belgique avait compté une majorité de locuteurs flamands.

FAUX AMIS

Deuxième hypothèse, la compréhension de la Belgique par les observateurs français a longtemps et paradoxalement souffert de leur communauté de langue avec les Wallons et, surtout, les élites francophones belges. Tout d'abord, cette proximité linguistique a plus que probablement exempté les Français d'un effort de compréhension d'une société pourtant si différente, tout en les poussant à avoir davantage d'empathie pour la Belgique francophone et à se montrer également imperméables à la légitimité du mouvement d'émancipation flamande. Chose qui continue plus que probablement à fonctionner à plein dans la façon dont de nombreux correspondants permanents et envoyés spéciaux français couvrent la crise politique belge depuis juin 2007.

WISHFUL THINKING

Troisième hypothèse, la perception des ressorts complexes de la question belge a souffert de ce que, longtemps, une partie des observateurs français a adhéré au discours ronflant des dirigeants belges, un discours qui faisait de la Belgique le laboratoire par excellence de la construction européenne. À l'automne 2005, dans les locaux de la Communauté française de Belgique à Bruxelles, le *Courrier international* et l'Alliance française organisaient un débat

à l'occasion de la sortie du hors-série *L'atlas des atlas*. Participait également au débat l'animateur de l'émission *Le dessous des cartes* (Arte), Jean-Christophe Victor, qui venait d'éditer son *Dessous des cartes - Atlas géopolitique*.

Interrogé par une spectatrice française qui s'inquiétait de l'hypothèse d'une Belgique divisée, Jean-Christophe Victor répondit par un vibrant hommage à la construction belge, « modèle et prototype de l'intégration européenne ». Sans doute motivé par de nobles « raisons de croire », il ne se rendait pas compte que, face à un public également composé de Belges inquiets de ce que leur personnel politique avait peut-être mis au point un modèle de « désintégration pacifique », cet éloge n'allait pas de soi. D'autant que le *Knack* flamand venait de publier *Van hier tot Utopia*, une version du hors-série du *Courrier international* destinée au lectorat néerlandophone de l'espace belgo-néerlandais et que, ô rage ô désespoir, la version néerlandaise était rigoureusement fidèle à la version originale française, sauf les deux pages consacrées à... la Belgique.

Bref, malgré un lourd passif de méconnaissance, d'ignorance et de folklorisation, les Français sont en train de découvrir une complexité belge qui est tout sauf sympathique, et ce, à un moment

où la construction européenne n'a jamais semblé aussi fragile. Le regard des médias français n'est, cela dit, pas dénué d'arrière-pensées commerciales, que l'on songe aux couvertures différentes choisies par certains hebdomadaires, selon leurs éditions françaises ou belges. Mais ce regard n'est pas non plus sans conséquence sur la vision que les très nombreux lecteurs belges de la presse française ont d'eux-mêmes.

MYOPIES JACOBINES

Que nous donnent à voir de nous-mêmes les reportages et analyses de la presse française de ces derniers mois? Que la Belgique est un pays bilingue et au minimum biculturel, donc pratiquement incompréhensible. Cette perception républicaine caricaturale n'a sans doute pas mieux été exprimée que dans les colonnes d'un *Figaro* qui s'est particulièrement surpassé. Par exemple, le 29 septembre, en appoint d'un article expliquant les affaires courantes *op zijn Belgisch*, le quotidien conservateur français publiait une photo, dont la légende ne laissait d'étonner: « Des citoyens belges ont proclamé leur attachement à l'unité de la Belgique en organisant jeudi, sur la Grand-Place de Bruxelles, un mariage symbolique entre les trois communautés linguistiques du pays: hollandaise, allemande et française. » (*sic*)

Toujours dans *Le Figaro*, Alexandre Adler — coutumier de tribunes génialement instruites, mais aux conclusions souvent hallucinées — commettait le 25 août dernier une analyse intitulée « La Belgique va-t-elle demander le divorce? » Certes, le tonitruant ancien soviétologue français mettait fort justement en garde ses lecteurs contre la tendance à diaboliser le nationalisme flamand et stigmatisait à cet égard le « nazi pendant les guerres et catholique entre elles » d'un Jacques Brel devenu l'icône rance d'une Belgitude francophone péniblement défendue dans *Le Figaro* du 22 septembre par l'écrivain Patrick Roegiers.

Mais Adler dérapait néanmoins en décrétant que la Wallonie et Bruxelles étaient en fait le « sud français » de la Belgique et, en conséquence, qualifiait de « français » les partis francophones opposés aux revendications flamandes. Pourquoi? Parce que, « en se choisissant une non-capitale à Namur, en intitulant sa représentation à Paris "communauté française" et non "communauté francophone", nos compatriotes d'outre-Quévrain nous ont déjà tout dit. Comme Helmut Kohl en 1990, Nicolas Sarkozy a donc toutes les chances de devoir gouverner une France plus grande, un peu appauvrie par la crise industrielle chronique de ses nouvelles régions irrédentistes, et un Parti socialiste

certaines écrivains de ses élites les plus parisiennes, mais recentré sur la vieille base populaire du Borinage et de la vallée de la Meuse, pour ne pas parler des bobos bruxellois qui valent bien les nôtres ». Soyons ceci dit de bon compte, d'une part, en notant que les francophones n'ont pas facilité la tâche d'Alexandre Adler et, d'autre part, en soulignant les réels efforts de Pierre Avril, le correspondant permanent du *Figaro* à Bruxelles pour démêler l'écheveau belge.

LE PIÈGE DU MONOLINGUISME

Le correspondant permanent du *Monde* pour le Benelux n'est autre que Jean-Pierre Stroobants, ancien journaliste au *Soir*. Sans doute soucieux de l'efficacité de ses explications auprès d'un lectorat rétif, il ne craint hélas ni le raccourci historique ni la prise de position éditoriale. Le 9 août, il indiquait ainsi à ses lecteurs (c'est-à-dire aussi à ses lecteurs belges) que, « par les hasards de l'histoire de la Belgique, Linkebeek s'est retrouvée ancrée en territoire flamand ». Un peu comme si cette bourgade avait été arrachée à un territoire francophone. Jean-Pierre Stroobants expliquait également qu'une scission de l'arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde « priverait 150 000 francophones de ce territoire de leurs droits ». Un peu comme si ces habitants

allaient tout à coup se voir privés de leurs droits civiques comme les Tziganes d'Europe centrale...

Dans son édition du 10 septembre, le dossier de couverture de *Libération* était intitulé « Si la Belgique éclate ». La question belge y était illustrée par des photos de panneaux et d'annonces rigoureusement bilingues français-néerlandais. Ce qui était troublant, c'est que, là où le quotidien français de gauche organisait la mise en scène d'un bilinguisme tellement formel qu'il en paraissait mesquin (le responsable du graphisme avait-il lu le dossier?), la teneur des reportages révélait quant à elle la source première du mal belge, qui n'est pas le bilinguisme, mais bien sa totale inexistence, en premier lieu chez les Belges francophones. Exception notable, à nouveau, « La question capitale », un reportage parfait et équilibré paru quelques jours plus tôt, le 5 septembre, sous la plume de Sabine Cessou, envoyée spéciale, et consacré à la problématique de BHV vécue sur le terrain par des habitants de Bruxelles-Capitale et de Hal-Vilvorde, qu'ils soient de langues néerlandaise ou française. Il faut dire que, par rapport au correspondant permanent de *Libération* à Bruxelles, Jean Quatremer, Sabine Cessou a l'avantage non négligeable d'être l'ancienne correspondante de *Libération* en Afrique du Sud et

d'officier désormais aux Pays-Bas, ce qui implique qu'elle maîtrise le néerlandais et sa métamorphose afrikaans...

La presse française n'exprime pas seulement des analyses françaises à l'usage des Français. Elle est aussi un espace dans lequel (se) débattent les acteurs du conflit belge. Et il faut croire que, une fois confrontés à des journalistes français, les représentants politiques francophones se sentent libérés de toute inhibition et ne se fassent pas prier pour adopter un langage bien moins « belge » ou « belge-cain » que celui qu'ils affectionnent dans les médias belges. En Wallonie et à Bruxelles, tout le monde se souvient de la fameuse interview d'Yves Leterme parue dans un supplément de *Libération* le 17 août 2006 et dans laquelle il expliquait l'instauration des facilités linguistiques par le fait que, « au départ, l'idée était que beaucoup de francophones allaient s'adapter à la nouvelle réalité linguistique. Mais apparemment les francophones ne sont pas en état intellectuel d'apprendre le néerlandais, d'où la prolongation de ce statut d'exception ».

« SA BELGIQUE ÉTAIT FRANCOPHONE »

Mais qui a relevé l'interview accordée par Joëlle Milquet dans le dossier publié par *Libération* le 10 septembre 2007 et où la diri-

geante centriste francophone se répand en des clichés que l'on croyait révolus? « Nous avons un problème culturel. Les francophones sont des Latins, proches de la France — nous avons presque une double identité, belge et française —, alors que les néerlandophones sont de culture germanique. D'autre part, les francophones sont à 75 % de centre gauche: nous n'avons quasiment pas d'extrême droite [...] »

De même qui, au sud de la frontière linguistique, s'est ému des propos tenus sans davantage de retenue ni de délicatesse par la ministre francophone de la Culture, la socialiste Fadila Laanan, dans les colonnes du *Nouvel Observateur* du 6 septembre dernier? Il y avait pourtant de quoi. « Les Flamands ont un problème d'identité. Ils ne sont que 6 millions, ils parlent une langue sans rayonnement international, alors que nous sommes adossés à notre culture française. Nous sommes plus ouverts, alors qu'ils se replient sur eux-mêmes. » Claude Askolovitch, auteur du reportage, ne s'y trompe d'ailleurs pas et conclut: « Rien n'est totalement faux. Mais ce n'est guère plus aimable que le mépris social des flamingants. Chacun est le salaud de l'autre et seuls les purs sont désespérés. »

Et le journaliste, manifestement l'un des rares Français à ne pas réserver son empathie aux seuls

Belges francophones, de conclure cruellement en donnant la parole à Antoinette Spaak, interrogée dans « son appartement du beau Bruxelles » et qui se rappelle, insiste Askolovitch, comment, « jeune fille, elle écoutait ses parents parler des Flamands, ces compatriotes tellement étrangers, illisibles et menaçants ». « Mon père a incarné la Belgique, c'est vrai, explique la fondatrice du FDF. Mais sa Belgique était francophone uniquement. On a grandi ainsi. Mon grand-père était allé à Paris pour l'enterrement de Zola. Il militait pour notre rattachement à la France... Aujourd'hui, j'en suis fière. »

Depuis cette interview, Antoinette Spaak a été nommée coprésidente du « Groupe Wallonie-Bruxelles », la commission parlementaire mise sur pied par la ministre-présidente de la Communauté française, Marie Arena, pour réfléchir à l'avenir institutionnel des Belges francophones de Wallonie et de Bruxelles. On n'ose imaginer les réactions que susciteraient les déclarations d'un homme politique flamand de renom qui, dans un quotidien étranger, regretterait que l'échec de la réunification des vieux Pays-Bas du Nord et du Sud en 1815 ait débouché sur la création de la Belgique en 1830...

Par-delà les anecdotes, une chose semble certaine désormais. La presse française n'est plus seulement l'observatrice désespérée ou ignare de la question belge. Elle est en passe de devenir la caisse de résonance de frustrations et de pensées que les représentants francophones sont incapables d'assumer dans la presse belge francophone et encore moins en néerlandais dans la presse flamande. Doit-on s'en étonner ? Ou au contraire doit-on considérer que les Belges francophones ne font là qu'afficher une certaine cohérence avec un passé pas si lointain où, incapables de considérer les « flamingants » (c'est-à-dire les Flamands parlant flamand) comme de véritables concitoyens, ils se révélaient incapables de se déterminer comme acteurs d'un espace commun et fédéral. Cela ne présage pas du meilleur, ni pour une fédération belge dont le sort n'a jamais été aussi incertain ni pour un espace belgo-francophone aux contours plus que brumeux. ■